

The Weekly Louisianian.

TERMS—\$1 00 PER ANNUM.

"REPUBLICAN AT ALL TIMES, AND UNDER ALL CIRCUMSTANCES."

(SINGLE COPIES—5 CTS)

THE ADVOCATE OF THE RIGHTS OF MAN.

VOLUME II.

NEW ORLEANS, LOUISIANA, SATURDAY, NOVEMBER 19, 1881.

NUMBER 24.

LE LOUISIANAIS.

SAMEDI, 19 NOVEMBRE 1881.

APRES LE COMBAT.

La guerre politique qui a secoué le pays dans plus d'une douzaine d'années, et qui de la semaine dernière, présente aux Républicains de la nation une leçon importante et marquante. Elle démontre, dans la majorité des Etats, que le parti est encore vivant. Quoique dans le Mississippi nos espérances n'aient pas été réalisées, la victoire du général King ne sera pas toutefois décevante, et nous prédisons, que pour la dernière fois, cet Etat a été démocratisé.

La victoire est complète en Virginie. Mais la leçon vient du grand Etat Empire. Une leçon qui dit, au parti Républicain, arrêtez! ou vos jours sont comptés. La guerre politique qui a eu lieu avec futur dans cet Etat, non pas contre le parti Républicain, mais contre son plus grand chef, Roscoe Conkling, prouve clairement quel sera le résultat, si cette leçon de procédure n'est pas arrêtée. Par son habileté et ses ressources extraordinaires, Roscoe Conkling, aujourd'hui est devant le pays, regardé comme l'homme le plus éminent, le plus en relief dans la politique américaine. Les regards du peuple américain se sont portés sur l'Etat de New York, et sur M. Conkling. On attendit en silence, ce que les événements de ce grand homme, feraient de leurs engagements vis-à-vis du parti Républicain. Il en a été presque classé, et exposé comme une cible à la merci des petits journaux, ses services ont été suspendus du conseil du parti, il fut relégué à la vie privée. La Convention fut captivée et conduite par des "half-breeds." M. Conkling et ses amis traduits, la campagne contrariée par ses résultats, et le combat eut lieu avec le résultat que nous connaissons. Le ticket d'Etat et la Législature perdus, soit un Waterloo pour le parti Républicain. On suit les succès de Conkling, où sont les chefs, les half-breeds, qui devaient conduire dans l'Etat de New York le parti au succès. Ils sont encore à venir; mais quoique le parti ait éprouvé un échec dans l'Etat Empire, tout n'est pas perdu, nous avons un Président hardi et agressif, il a du tact et de la sagacité, nous avons le héros du noble 306, il peut être appelé de sa retraite, et tenant en main la bannière Républicaine de New York, il conduirait la bande à la victoire. Nous n'avons qu'à la suivre de Chicago, où il maintient sa bande Spartiate à travers 36 ballottes, sans broncher ou faiblir, et quant le parti fut couronné par 329, il prit la tête et anéantit les démocrates envieux de l'homme qu'ils apprirent plus tard à adorer, il conduisit le parti au succès, sur toute la ligne; c'était un grand homme alors, mais bientôt il fut repoussé par ceux-là même qu'il avait fait grande.

La lettre d'acceptation du Premier de la nation, démontre clairement que Conkling était condamné, et les Républicains peuvent-ils, sans rougir de honte, souffrir un pareil traitement à l'égard de M. Conkling. Les succès du parti de la nation dépend de New York, et les "half-breeds" ont prouvé clairement leur incapacité à diriger les affaires dans cet Etat. Qu'ils se retirent, que les journaux Républicains qui se sont défilés, s'affablent d'une haine, prennent les cordes, et se repentent de l'injustice fait à Roscoe Conkling. Que les brailleurs d'office, se précipitent du plus grand intérêt de ce parti, que de l'intérêt de leur personne, et que M. Conkling prenne dans les conseils du Gouvernement le rang le plus mérité.

Le LOUISIANAIS est fier de sa position pour la défense de Conkling, sentant et sachant que nous représentons les désirs honnêtes de notre peuple. Notre position et leurs désirs ont été justifiés par le résultat de New York. Le parti ne peut plus douter que M. Conkling est la tête de la politique Républicaine. Les circonstances appellent de nouveau au premier rang, les Républicains lui demandent de quitter sa retraite, et nous conseillons aujourd'hui, ce que nous conseillions hier, la paix. Nous espérons que M. Conkling, quoique affaibli par le poids de l'ingratitude des siens, voudra bien se rendre à l'appel de son parti, et que le Président entendra son Administration de l'esprit, du noble caractère, de la réputation intacte de ce géant. Et que le 20 novembre 1881, que le Président Arthur, Grant, Conkling, Logan et Cameron aillent de concert sur le champ de bataille conduire au succès les forces Républicaines. Le combat est fini, la leçon est bonne, et Conkling est vaincu.

WAYNE MACVEAGH.

Le Président Arthur, dit le City Item, ferait aussi bien de cesser les suppliques qu'il emploie avec tant de chaleur vis-à-vis de son "fugitif Avocat-Général." Wayne MacVeagh s'est retiré à Philadelphie pour y rester. Ayant conscience de son incapacité pour l'exercice de ses fonctions, il s'était décidé à recevoir sa décharge. Aussi, un sommet "de la poudre" qu'il avait soulevé dans les journaux au sujet de ses poursuites contre les individus du Star Route, il espérait passer comme un martyr. Mais à sa grande surprise le Président Arthur était d'un sérieux moral à l'égard de ces poursuites, et invita M. MacVeagh à continuer et à finir ce qu'il avait commencé. Par tous les moyens en son pouvoir il a essayé de le mettre au "pied du mur," mais sans succès, et ne réussira jamais, pour la raison simple que MacVeagh n'est pas un homme sincère, et qu'il n'a jamais désiré précéder plus avant que les journaux, dans les délits du Star Route. Il a réussi à obtenir un verdict de presque tous les écrivains en lettres, et cela suffit à son ambition. Mac est passablement connu à la Nouvelle-Orléans. Il s'est rendu aux instances de Hayes, qui cherchait à valider son titre à la Présidence, au moyen de droits abandonnés par la partie adverse. Il est venu ici au printemps de 1876 dans le but de réunir des informations telles, qu'il aurait pu disposer en faveur du Président, et qui l'aurait permis de décider avec justice des mérites respectifs des gouvernements de Packard et de Nichols. Au lieu de faire une investigation complète, il prit ses abords à l'hôtel St. Charles, où il entretenait de temps à autre quelques deux ou trois douzaines de concubines des deux partis. Il a d'abord filé la question, et puis finalement conseillé à ceux-ci respectivement, le marché d'un parti à l'autre. Le choix a été réglé par l'habileté plus grande de celui qui a fourni l'argent. Naturellement l'Etat de la Louisiane paye le tout; et d'autres considérations, telles que l'élection d'un Sénateur au Congrès furent comprises dans le marché. Ce fut une belle joie pour les Démocrates et un rire "vert" pour les Républicains lorsque MacVeagh informa le Président qu'il serait de son devoir de reconnaître le gouvernement de Nichols, attendu que les fondements de l'organisation de Packard étaient anéantis par le fait de la défection de ses représentants à la Législature.

Packard fut de cette façon dépossédé, et reçut en échange, afin d'adoucir ses nerfs irrités, une belle place à l'étranger, pendant que ses amis restaient pour jouir de

l'odieux, de la honte, de l'avoir vaillamment soutenu dans un combat si marquant. Après l'accomplissement de ce haut fait, M. MacVeagh prit son essor vers l'Est, où Mr. Hayes le permit de demeurer dans l'obscurité, jusqu'au moment où Garfield l'appela pour le placer à un poste qui devait lui donner les moyens de se poser devant ses admirateurs comme un redresseur de torte.

UNE MACHINE EXTRAORDINAIRE.

"Une machine à cigars qui réunit en elle-même la coupe de la feuille de tabac et le roulement du cigar, a été inventée par un monsieur de cette ville. On a obtenu un bon résultat, à une exposition faite de cette machine Samedi dernier, l'inventeur prétend qu'elle peut rendre 2000 cigars par jour. Les droits de patente ont été achetés à raison de \$200,000 par une compagnie de New York, qui se propose de fabriquer ces machines et les mettre sur le marché."

Si nous devons exprimer notre opinion à l'égard de ces machines, nous dirons d'abord que malgré les bons résultats qu'elles ont données, le travail ne peut pas se comparer à celui fait à la main, il est inconcevable qu'il ne peut être aussi garanti, et messieurs les manufacturiers le savent si bien, que tout en faisant travailler actuellement le système des monies, "qui en grand partie est fait à la main sans la presse," il sont obligés dans un ouvrage fin et coûteux d'employer la main exclusivement. Que sera-ce donc quant la machine fera tout le travail. Nous pourrions nous étendre longuement sur ce chapitre, mais les comparaisons qui seraient à faire à l'avantage du travail à la main, mais ce serait sans doute revenir sur une question déjà réglée à l'époque de l'apparition des moulins dans ce métier.

L'acheteur, ou plutôt le consommateur qui n'aurait à quoi s'en tenir sur ce qu'il fume, et selon ses goûts, ses moyens, il a soin de choisir un cigar garanti. Il est vrai que le cigarier cherchera son mode de travailler et fera avec ses pieds un contingent quintuple de ce que ses mains fourniraient moyennant rétribution moindre. Car nous présumons qu'il faut un homme à chaque machine qui se travaille comme une machine à coudre, à moins que quelqu'autre esprit inventif ne vienne au moyen de courroies, réunir 20 machines ensemble et la vapeur s'en mêlant, ne jette sur le marché 40 000 cigars par jour. Ce que c'est que le monopole, voilà un capitaliste qui, avec un personnel de 15 ouvriers, tant mécaniciens que chauffeurs, peut dans l'espace de bien peu de temps faire assez de cigars pour enflammer toute une population, sans compter qu'il jette sur le pavé, crier gare, des centaines d'individus, jeunes et vieux, réduits derrière leur misère, à l'apprentissage d'un autre métier, pendant qu'il les toise du haut de ses dollars.

LA MARINE FEDERAL.

Voici d'après l'avis de la commission chargée de la réorganisation de la flotte Américaine, quelles seraient la force et la dimension relative de ces différents navires: 2 vaisseaux de 5500 tonnes, pouvant filer quinze nœuds à l'heure; 6 vaisseaux de 4200 tonnes, pouvant filer 14 nœuds; 13 vaisseaux de 3500 tonnes, pouvant filer 13 nœuds, et 20 canonnières de 770 tonnes, pouvant filer 10 nœuds. Il ne faudra pas moins de huit années pour la construction de ces imposantes forces maritimes, qui, réunies à celles que possède déjà la république, formeront un total de 62 navires capables de tenir la mer et d'offrir au pays la protection à laquelle il a droit.

Les retours officiels des élections dans la Pennsylvanie démontrent que dans tous les comtés de cet Etat, M. Bailey, Républicain, a obtenu sur M. Noble, Démocrate, une pluralité de 7,002 voix.

L'activité du comté de Beattie dans l'intérêt du parti est hautement recommandable, se fidèle vis-à-vis du mouvement de Mahone en Virginie, est une figure significative dans son genre. Ce comté prendra des mesures pour organiser le parti dans tout l'Etat. Le juge Beattie est un homme influent, un défenseur sans compromis de l'administration actuelle, et il n'y a pas de doute à l'égard du succès de son comté.

Un maître de poste réajusteur forcé de donner sa démission. —Washington, 14—James Gold, qui avait été nommé, sur la recommandation du sénateur Mahone, maître de poste à Shaleford, vient de renvoyer sa commission à Washington, attendu, dit-il, que vu sa qualité de réajusteur, les propriétaires de Shaleford se sont coalisés pour l'empêcher de trouver un emplacement pour son bureau de poste. L'assistant maître-général des postes a ordonné alors de suspendre le bureau de Shaleford et de transférer les lettres au bureau le plus voisin.

Philadelphie, 13—Pour mettre un terme aux vols de timbres-postes par les employés, d'où résulte la perte de tant de milliers de dollars tous les ans par les maisons de commerce, la Bourse maritime a demandé au département des postes d'aider le système en anglais de perforer les timbres des initiales quand ils sont vendus en grande quantité de \$500 et davantage.

PROCLAMATION DU GOUVERNEUR.

Department of the Executive, Etat de la Louisiane.

Conformément à l'article 72 de la Constitution de l'Etat de la Louisiane, autorisant le Gouverneur à convoquer l'Assemblée Générale en session extraordinaire, moi SA-MUEL DOUGLASS McENERY, gouverneur de l'Etat de la Louisiane, j'ai jugé convenable, en vue des graves nécessités existantes, de lancer cette proclamation, convoquant l'Assemblée Générale de cet Etat en session extraordinaire et spéciale, à la Maison d'Etat à la Nouvelle-Orléans, pour LUNDI, 6 décembre 1881, dans le but de légaliser sur les sujets suivants, savoir:

I. Décreté une loi ou des lois faisant des allocations pour couvrir les dépenses ordinaires du gouvernement; pour payer l'intérêt sur la dette publique; entretenir les écoles publiques, les universités et les charités publiques dans l'Etat de la Louisiane pour les années 1882, 1883; faire des allocations pour la Maison d'Etat; et pour le rachat des warrants de la maison d'Etat, et pour le transfert du siège du gouvernement.

II. Pour lever, collecter et forcer le paiement d'une taxe de licence sur toutes les personnes, associations de personnes et de corporations, poursuivant un commerce, une profession, vocation ou ligne d'affaires, excepté les exemptions, de taxes conformément aux articles 106 et 207 de la Constitution.

III. Pour pourvoir à un revenu annuel pour l'Etat de la Louisiane, par une levée annuelle de taxes sur toutes les propriétés non exemptées de la taxe par la Constitution et pourvoir aux méthodes d'assesser et collecter les dites taxes et forcer le paiement.

IV. Pour pourvoir à la collection de toutes les taxes ou licences arriérées dues à l'Etat de la Louisiane; pourvoir à la vente de toutes les propriétés confisquées par l'Etat ou vendues à l'Etat pour taxes ou licences non payées; pourvoir à l'exécution de jugements pour taxes ou licences, rendus en faveur de l'Etat pour taxes ou licences.

V. Pour pourvoir aux frais, droits et charges, et au fonds des dépenses judiciaires dans la paroisse d'Orléans.

VI. Pour louer, vendre, échanger ou aliéner autrement le bâtiment de la Maison d'Etat, connue sous le nom d'Hotel St. Louis, dans la ville de la Nouvelle-Orléans; pour légaliser et faire une allocation pour réparations ou assurances déjà effectuées.

VII. Pour mettre en vigueur l'article 68 de la Constitution de l'Etat de la Louisiane.

VIII. Disposer de balances non allouées dans le trésor d'Etat et transférer les dits montants au fonds général, ou à faire des allocations spéciales.

IX. Une résolution jointe contenant les affaires d'une session dans une autre, comme affaires non terminées.

X. Pour mettre le Sénat à même de donner son avis sur toutes les nominations aux places, suivant l'article 68 de la Constitution.

Conformément au dit article 72 de la Constitution, la session spéciale est limitée à une période de 20 jours, et elle est convoquée pour cette période, le pouvoir de légiférer étant limité par le dit article aux objets ci-dessus spécialement énumérés.

Ainsi donné et signé de ma main et sous le sceau de l'Etat de la Louisiane, ce septième jour de novembre, A. D. 1881.

S. D. McENERY, Gouverneur de la Louisiane. WILL A. STRONG, Secrétaire d'Etat.

PUILLETON.

Commencé le 19 Novembre.

LES NUITS DE LA MAISON DOREE.

PAR PONSON DU TERRAIL.

CHAPITRE I.

Il pleuvait. Le boulevard était désert, les boutiques fermées.

Minuit sonnait à la pendule d'un cabinet de la Maison d'Or, où deux hommes étaient assis en face l'un de l'autre. Ils étaient jeunes tous deux, élégants dans leur mise, distingués dans leurs manières.

Tous deux remuaient à ravir le prototype du fils de famille. L'un s'appelait Raymond, l'autre se nommait Maxime.

Raymond était grand, il avait l'œil bleu, les cheveux blonds, le pied petit, la main allongée et fine. Maxime était brun, de taille moyenne, avide comme un érable de Bourbon, blanc et pâle comme un Muscovite.

Ils étaient l'un et l'autre assis devant une table garnie de trois couverts.

Les cravattes rouges et le bûisson d'écrues étaient intacts, le vieux médocr n'avait point été débouché, le champagne attendait dans un seau d'eau frappée.

Maxime et Raymond ne voulaient point, sans doute, toucher à leur fourchette avant l'arrivée du troisième convive.

Raymond se levait de temps à autre, allait ouvrir la fenêtre et se penchait au dehors, sans nul souci de la pluie fine et pénétrante qui mouillait l'asphalte des trottoirs.

—Rien! rien! murmura-t-il, hormis mon cocher qui dort sur son siège, et le tien qui lit un journal du soir à la lueur d'un verbeux, Antonia ne viendra pas!

Puis il revenait à s'asseoir en face de Maxime et rallumait son cigare à l'une des bougies placées sur la table.

—Ah ça! mon cher, dit Maxime comme Raymond répétait pour la troisième fois: "Antonia ne viendra pas!" es-tu fou ce soir?

—Moi? fou.

—Sans doute.

—Pourquoi cette question?

—Tu es jeune et beau; tu as cinquante mille francs de rente; tu passes pour un des hommes à la mode; es-tu vexé qu'Antonia ne vienne pas!

—Peut-être ne m'aime-t-elle plus?

—O cœur naïf! murmura Maxime. L'homme qui a cinquante mille francs de rente est toujours aimé.

New Advertisements.

THE FIDELITY INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS.

FIRE, STEAM AND MARINE INSURANCE.

L. N. MARKS, President. I. PRUDHOMME, Vice President. E. F. BENNETT, Secretary. JAS. BOYCE, Indentor. W. H. BODEN, Indentor.

Office, No. 33 Camp Street Talane Building, in front of State National Bank.

Directors: Jacob Alexander, Leon Bertoll, H. H. Bierhorst, L. B. Cain, C. Taylor Gancho, A. P. Kip, A. H. Isaacson, J. N. Marks, E. S. Levy, T. Prudhomme, Wash Marks, C. Spurr, Berry Russell, Geo. Waters, John Fitzpatrick, Otto Thoman, L. A. White.

Represents the Fire Association of Philadelphia. oct. 15

SUN MUTUAL INSURANCE CO. Cash Capital, \$500,000. WITH CASH DIVIDENDS TO INSUREE.

Issues Policies on FIRE RIVER AND MARINE RISKS. OFFICE—52 Camp, between Gravier and Natchez streets, NEW ORLEANS. JAMES I. DAY, Pres't. C. HERRINGTON, Sec'y.

GREAT JACKSON ROUTE. CHICAGO, ST. LOUIS AND NEW ORLEANS RAILROAD.

The STANDARD GAUGE trunk line between the North and South. THE ONLY LINE running PULLMAN PALACE SLEEPING CARS THROUGH FROM NEW ORLEANS TO CINCINNATI, ST. LOUIS, AND CHICAGO WITHOUT CHANGE OF TRUCKS.

ONLY ONE CHANGE TO NEW YORK AND EASTERN CITIES. THE ONLY DIRECT ROUTE TO ST. LOUIS, CHICAGO, AND ALL POINTS NORTH AND WEST. Many miles shorter and many hours quicker than any other line.

DOUBLE DAILY TRAINS leave and arrive at Calliope Street Depot as follows:

Express No. 1 7:40 a. m. Mail No. 3 5: p. m. Mixed No. 13 12: m. ARRIVE.

Mail No. 2 7:25 a. m. Express No. 4 11:15 a. m. Mixed No. 14 9: p. m. Nos. 1, 2, 3 and 4 run daily; Nos. 13 and 14 daily, except Sunday.

Ticket office 22 Camp street, corner Common. J. W. SHELDON Ticket Agent. A. D. COLEMAN, Act. Gen. Pass. Ag't. oct. 15

E. P. DELPIT. PROPRIETOR

A la Renommée des Batons d'Amandes.

CAKES MADE TO ORDER FOR BALLS AND SOIREE

Always has on hand the Finest Kind of assorted Cakes Nougats for Wedding a speciality. Corner St. Phillip and Tremé Streets, oct. 15

L. W. KATHMAN WHOLESALE AND RETAIL DEALER IN

WOOD, COAL AND SAND, Corner Marais and Bienville Sts. NEW ORLEANS.

All orders promptly attended to. Aug. 13

W. R. STINEFELLOW. ATTORNEY AND COUNSEL

LOR AT LAW, 26 St. CHARLES STREET, 26 New Orleans.

Will practice in the State Courts, also the District and Circuit Courts of the United States. Has reliable Correspondents throughout the Southern, Eastern and Western States.

Collections entrusted to my care will have prompt attention. nov

A FIRST CLASS SELECT SCHOOL FOR GIRLS! The Rev. Dr. Thompson of St. Philip's Church will open a select school for Girls, in the Chapel on Calliope Street, near Prytanée, on the first Wednesday in November. Girls and young misses of all ages, and in all grades of study will be received. Terms ONE DOLLAR per month in advance.

A night school will also be opened, as soon as a sufficient number be enrolled to commence. Both males and females will be received at the night school and taught all the branches of an English Education, from the lowest to the highest. For further information Dr. Thompson can be seen at his residence No. 362½ Baronne street, and at St. Philip's Church at close of service. SAMUEL W. LEWIS, Private Secretary. aug 29 2m

T. B. STAMPS.

COTTON AND SUGAR FACTOR

17 CHARLES STREET, Importers of and dealers in CARPETINGS, FLOOR OIL, CLOTHES, WHITE AND COCA MATTING, TABLES AND PIANO COVERS, WINDOW SHADERS, CURTAIN CLOTHS, RUGS, MATS, CARBON, TABLE & EX-MEL OIL CLOTHS.

Account sales promptly rendered and satisfaction guaranteed. Liberal advances made on consignments, and purchases made in this market at lowest rates for account of my friends. 63

\$72 A WEEK. \$12 a day at home as they made. Costly outfit free. Address: T. B. & Co., Augusta, Maine.

EROSSEAU & SON, 17 CHARLES STREET.

Importers of and dealers in CARPETINGS, FLOOR OIL, CLOTHES, WHITE AND COCA MATTING, TABLES AND PIANO COVERS, WINDOW SHADERS, CURTAIN CLOTHS, RUGS, MATS, CARBON, TABLE & EX-MEL OIL CLOTHS.

JURTAIN MATERIALS. Lace, Reps, Damasks, Cornices, Bands, etc. Glens, Looops and Tassels, Hair Cloth, 1 Inch, Red Ticking and Sprague. One Price Only.

EDWARD LILIENTHAL. DEALER IN WATCHES AND FINE JEWELRY

SILVERWARE No. 56 CANAL STREET

NEW ORLEANS. AGENT FOR THE DIAMOND AND GLASSWARE.

OFFICE 22 CAMP STREET, CORNER COMMON.

THE OLD RELIABLE CROCKERY DEALER, in new location at his Old Stand, 174 Canal Street, 174

(Opposite Varieties Theatre.) Where he sells CHINA CROCKERY GLASSWARE, PLATED WARE, CUT GLASS AND HOUSE FURNISHING GOODS, cheaper than ever. feb 10

FURNISHED ROOMS TO RENT By the Month, Week or Day, 227 CANTONHOUSE STREET, 227 Corner of Tremé street, NEW ORLEANS. feb 6

L. A. GOBBRIGHT, Solicitor of Claims,

Is prepared to attend to Pension and Bounty cases of Colored Soldiers, and all other business pertaining to them, or to any parties who ever. Address: L. A. GOBBRIGHT, Washington, D. C. He refers to Mr. Finchback, Assn. Secy., Ex-Governor Wells and C. H. Attorney Beckwith. dec 25 79

People's House, Cor. First and Dryades streets. SPACIOUS SALOON, With the finest Wines, Liquors, Cigars, and ICE COLD LAGER BEER. LAWSON & WILSON, Proprietors

DR. J. T. NEWMAN, PHYSICIAN AND SURGEON No. 512 St. Andrew St.

C. E. GIRARDEI Auctioneer and Appraiser, CAMP STREET, NEW ORLEANS. "NEW ORLEANS, Feb. 2, 1881.

F. A. GONZALEZ & CO IMPORTERS OF HAVANA CIGARS

408 CAMP AND COMMON STS. NEW ORLEANS LOUISIANA

NEW ORLEANS INSURANCE CO. Cor. Camp and Canal streets. Paid Capital \$500,000 Assets at their market value \$19,895 46

DIRECTORS: A. Schreiber, Charles Lapitte, A. Carrière, Charles J. Leois, H. Gally, D. Peltjo, W. A. Bell, Charles E. Schmitt, F. Pons, Ernest Merrill, J. Jules Tuyen, J. Torres, President, J. W. HENCKS, Secretary.

WARDING HOUSE No. 27 Willers Street (Cor. Oustambouche St.) J. H. PERKINS, Prop.